

CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR L'EXTRÉMISME VIOLENT ET LA DÉRADICALISATION

Alger propose 30 recommandations
aux Nations-Unies

Les conclusions de la conférence internationale d'Alger sur l'extrémisme violent et la déradicalisation constitueront un message clair au monde entier, a indiqué jeudi dernier le ministre des Affaires maghrébines, de l'Union africaine et de la Ligue arabe Abdelkader Messahel, en marge de la rencontre. Selon lui, le message en question sera «déterminant» pour la lutte contre ce phénomène.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - La conférence d'Alger a été sanctionnée par 30 recommandations qui seront soumises lors du sommet de New York prévu en septembre prochain. Il n'en demeure que la conférence de presse prévue à l'issue de cette rencontre internationale et que devait animer Abdelkader Messahel n'a pas eu lieu.

Le ministre en question s'est contenté d'une simple déclaration à travers laquelle, il a indiqué que cette conférence «a lancé un message fort et clair aux peuples du monde entier, notamment ceux qui font face au terrorisme révélant un grand espoir et une détermination à œuvrer, ensemble, pour combattre le phénomène du terrorisme et de l'extrémisme».

La conférence a vu, faut-il le rappeler, deux jours durant, «un échange d'expériences en matière de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme et évoqué des thématiques comme l'islamophobie et la xénophobie qui sont aussi une forme d'extrémisme», tout en appelant à «la lutte contre ce phénomène par la promulgation de lois».

Le ministre a précisé dans le même contexte que la conférence «a été une occasion pour présenter l'expérience algérienne en matière de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme».

Pour sa part, M^{me} Samia Lemdagh, représentante de la direction exécutive du Comité contre le terrorisme (CTED) des Nations-Unies, a déclaré que les conclusions

de la conférence internationale d'Alger sur la lutte contre l'extrémisme et la déradicalisation constitueront une matière de travail lors du prochain sommet de Washington sur la lutte contre le terrorisme prévu en septembre prochain en marge des travaux de la représentante de la direction exécutive du Comité contre le terrorisme (CTED) des Nations-Unies. Selon la même source, «il ne s'agit pas d'une approche seulement sécuritaire mais il y a aussi un partage d'idées, d'informations et de bonnes pratiques» pour lutter contre le terrorisme. Dans ce contexte, elle a soutenu que les pays de différentes régions ont traité «la question de la radicalisation, la déradicalisation et examiné des points de vue ainsi que des méthodes suivies en la matière». La responsable onusienne a également mis l'accent sur «les mesures prises et les obstacles rencontrés en matière de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent. Pour elle, toutes ces expériences seront explorées en vue de leur valorisation au plan international. Cette rencontre, initiée d'Alger et encouragée par les Nations-Unies, constitue une oppor-



L'expérience algérienne mise en exergue.

tunité pour présenter les principales actions menées par l'Algérie dans sa lutte contre le terrorisme et l'extrémisme», a conclu M^{me} Lemdagh.

Cela dit, il est à souligner que cette conférence d'Alger fait suite au Sommet de Washington contre l'extrémisme violent organisé par la Maison-Blanche du 17 au 19 février dernier durant lequel, souligne M. Messahel, l'expérience de

l'Algérie en matière de déradicalisation a suscité un vif intérêt. «L'Algérie a été choisie à la demande de beaucoup de partenaires pour partager son expérience. La demande nous a été formellement faite par les Nations-Unies qui s'intéressent à ce que l'Algérie a fait depuis des années en matière de déradicalisation», a-t-on précisé.

A. B.

DÉPÔT DE GERBES DE FLEURS AU SANCTUAIRE DES MARTYRS

Hommage citoyen aux djounoud
assassinés à Aïn-Defla

A défaut d'un hommage officiel, les neuf militaires lâchement assassinés le 17 juillet dernier, au premier jour de l'Aïd, à Aïn-Defla, ont eu droit à une sobre reconnaissance populaire.

A l'instigation d'un groupe d'internautes, un appel a été lancé via les réseaux sociaux, à une cérémonie de recueillement pour hier au sanctuaire des martyrs d'Alger.

Ce qui fut fait avec le ralliement sur les lieux, à la mi-journée, de dizaines de personnes, près de 150, des deux sexes et de tous âges.

Une affluence qui a surpris les promoteurs de l'initiative qui avouent ne pas s'attendre à une telle présence citoyenne.

Selon l'un d'eux, Mehdi Boucharef, «cette pensée n'est pas

exclusive aux militaires assassinés à Aïn Defla mais à tous les membres des services de sécurité tombés au champ d'honneur dans la lutte antiterroriste». Elle se veut également une manière de signifier la solidarité citoyenne avec les familles et proches des victimes, rappelant qu'à l'assassinat de son frère, capitaine de l'ANP, en 1994 au début de la folie terroriste islamiste, ils étaient seuls à pleurer cette perte. «Ni l'Etat, ni personne n'a compensé à notre immense douleur», témoigne notre interlocuteur, qui en



Cérémonie de recueillement au sanctuaire des martyrs.

appelle au sursaut citoyen pour accompagner les familles des martyrs dans leur douleur», surtout que

nombre d'entre elles sont dans le dénuement».

M. K.

TIPASA

10^e édition de l'université d'été de la formation continue

Cette 10^e édition de l'université d'été de la formation continue s'est déroulée au sein de l'Université de Tipasa et a regroupé durant quatre jours les 53 directeurs des centres universitaires de formation continue des régions centre, est, ouest et sud de l'Algérie.

Quatre thèmes ambitieux ont été retenus dans le cadre de cette 10^e édition de l'université d'été ; il s'agit des nouvelles pratiques pédagogiques, où ont été mis en évidence «la multiplicité des tâches confiées aux enseignants du supérieur, le peu de formation pédagogique dont ces derniers bénéficient, mais aussi l'innovation qui s'impose comme une nécessité dans le domaine de l'enseignement supérieur».

Ce fut le professeur Jean Max Noyer de l'Université Sophia Antipolis de Nice, qui évoqua les procédés «Moocs», qui sont des cours en ligne ouverts aux masses appelés communément «massive

open online course» ou Moocs, et qui constituent un exemple de formation ouverte et à distance. Les participants aux cours, enseignants et élèves, sont dispersés géographiquement et communiquent uniquement par internet. Il a été précisé que les Moocs sont des ressources éducatives libres et opérationnelles déjà aux Etats-Unis, en Angleterre, au Canada, au Maroc et en Tunisie.

Le qualificatif «massif» quant à lui, est lié au grand nombre de participants. Dans le monde anglophone, il peut arriver que plus de 100 000 personnes soient réunies pour un cours. Le professeur Jean Max Noyer, s'est ainsi attaché à évoquer

les Moocs dans son exposé dans le domaine de cours de développement, ainsi que des Moocs et les traductions.

Ainsi, il a été révélé que depuis 2013 plusieurs catégories de plates-formes logicielles hébergeant des Moocs existent notamment celles qui ont directement été conçues pour être des Moocs et portées par des entreprises et dont les plates-formes sont réservées aux universités les plus connues, puis celles qui sont portées par des entreprises proposant au départ des contenus dédiés aux institutions d'enseignement, et qui les ont adaptées pour passer au «massif».

C'est à ce titre que plusieurs gouvernements à l'instar de celui de la France qui ont annoncé la mise en place d'universités numériques disposant de plates-formes encadrées par les ministères de l'Enseignement supérieur.

Le second thème retenu et animé par le professeur Tami Belhadj, de l'université de Sherbrook au Québec est constitué de l'ingénierie pédagogique et la réforme des curricula où il a été question de la mise à jour des référentiels de formation ainsi que les guides pédagogiques qui en facilitent la mise en œuvre.

Le professeur Tami Belhadj, tout en abordant les compétences professionnelles, dans le contexte de l'ingénierie pédagogique à l'université de la formation continue, fut interpellé sur l'écart existant en la matière et le comparatif entre l'Algérie et les pays avancés, à l'instar du Canada, et à ce titre a admis qu'il reste encore du chemin à faire dans le domaine de l'ingénierie pédagogique tant dans le supérieur, le secondaire que dans le primaire.

En marge des interventions du SG du ministre de l'Enseignement supérieur, du directeur général de la

recherche scientifique au M.E.S.R.S et de la directrice du centre universitaire de Tipasa, ce fut au P^r Ahmed Chaalal, le recteur de l'université de la formation continue, de révéler qu'il est question de réviser le contenu des études, de repenser certains programmes en procédant à une réflexion sur les cours dispensés avec une ouverture à d'autres spécialités, afin d'élargir l'éventail actuel à tous les secteurs tant économiques qu'administratifs. Interpellé sur la validation des acquis professionnels pour l'accès aux études de la formation continue, M. Chaalal révèle que ce point sera évoqué dans la révision et la réflexion des programmes.

S'agissant de l'introduction des Moocs, dans le système de la formation à distance, M. Chaalal estime que ce type de formation est incontournable.

Houari Larbi